

Gouvernance des finances publiques et capacités entrepreneuriales des collectivités territoriales : une cartographie bibliométrique du champ et un agenda de recherche

Public financial governance and the entrepreneurial capabilities of local governments: a bibliometric mapping of the field and a research agenda

Lamia EZZINE, (Doctorante)

*Laboratoire Interdisciplinaire de Recherche et Applications en Management (LIRAM)
École Nationale de Commerce et de Gestion
Université Mohammed Premier - Oujda, Maroc*

Majda ALAOUI, (Enseignant chercheur)

*Laboratoire Interdisciplinaire de Recherche et Applications en Management (LIRAM)
École Nationale de Commerce et de Gestion
Université Mohammed Premier - Oujda, Maroc*

Adresse de correspondance :	ENCG-OUJDA Complexe universitaire BP-658 Université Mohammed Premier Oujda 60000 0536506983
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude. Ils assument l'entière responsabilité de tout éventuel plagiat, de l'usage de l'intelligence artificielle dans la rédaction, ainsi que des résultats présentés dans cet article.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article :	EZZINE, L., & ALAOUI, M. (2026). Gouvernance des finances publiques et capacités entrepreneuriales des collectivités territoriales : une cartographie bibliométrique du champ et un agenda de recherche. <i>International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics</i> , 6(7), 34–57. https://doi.org/10.5281/zenodo.20574986
Licence :	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 7, Issue 07 (2026)

Gouvernance des finances publiques et capacités entrepreneuriales des collectivités territoriales : une cartographie bibliométrique du champ et un agenda de recherche

Résumé :

Le repositionnement des collectivités territoriales comme actrices du développement économique soulève, à la croisée de trois littératures, les finances publiques, la résilience organisationnelle et l'entrepreneuriat, une question de recherche dont l'articulation reste à établir. Un travail conceptuel antérieur a postulé un chaînon causal reliant ces domaines, dans un positionnement épistémologique de réalisme critique et en mobilisant la théorie institutionnelle et l'approche par les capacités dynamiques. Le présent article en construit le versant empirique, en éprouvant la réalité du déficit invoqué par une cartographie objective de la production scientifique mondiale.

La démarche relève du science mapping, conduite selon un protocole d'inspiration PRISMA. Cinq équations croisant deux à deux les construits centraux ont été interrogées simultanément dans Scopus et Web of Science. Le corpus final réunit 4 477 notices réparties sur cinq corpus analysés séparément traités à l'aide du package bibliometrix sous R. L'analyse combine indicateurs de performance, réseaux de co-occurrence et cartographie thématique stratégique.

Les résultats révèlent un triple angle mort. La dimension financière publique demeure quasi absente du champ dense reliant résilience et entrepreneuriat (952 documents), comme du champ associant entrepreneuriat et collectivités (2 616 documents), où moins de 4 % des titres comportent un terme financier. La recherche sur le Maroc (459 documents) ne relie jamais finances locales et dynamiques entrepreneuriales. Le croisement explicite des trois champs forme le sous-corpus le plus restreint, 62 documents, et le plus récent. L'apport est double, méthodologique par l'usage de la co-occurrence comme preuve d'une absence, et cognitif par l'objectivation d'un agenda autour de la chaîne gouvernance financière, résilience organisationnelle, capacités entrepreneuriales.

Mots-clés : Analyse bibliométrique ; finances publiques ; capacités entrepreneuriales ; collectivités territoriales ; résilience organisationnelle ; cartographie scientifique.

Classification JEL : H70 ; L26 ; R58 ; O18

Type du papier : Recherche empirique (analyse bibliométrique)

Abstract:

The repositioning of territorial collectivities as actors in economic development raises, at the crossroads of three bodies of literature, public finance, organizational resilience and entrepreneurship, a research question whose articulation remains to be established. A prior conceptual study posited a causal link connecting these domains, from a critical-realist epistemological positioning and drawing on institutional theory and the dynamic capabilities approach. The present article builds its empirical counterpart by testing the reality of the claimed deficit through an objective mapping of global scientific output.

The approach falls within science mapping and follows a PRISMA-inspired protocol. Five queries, crossing the central constructs in pairs, were run simultaneously in Scopus and Web of Science. The final corpus brings together 4,477 records distributed across five corpora analysed separately and processed with the bibliometrix package in R. The analysis combines performance indicators, co-occurrence networks and strategic thematic mapping.

The results reveal a threefold blind spot. The public finance dimension remains almost absent from the dense field linking resilience and entrepreneurship (952 documents), as well as from the field associating entrepreneurship and territorial collectivities (2,616 documents), where fewer than 4% of titles contain a financial term. Research on Morocco (459 documents) never links local finances and entrepreneurial dynamics. The explicit intersection of the three fields forms the smallest sub-corpus, 62 documents, and the most recent. The contribution is twofold, methodological through the use of co-occurrence as proof of an absence, and cognitive through the objectification of an agenda around the chain of financial governance, organizational resilience and entrepreneurial capacities.

Keywords: bibliometric analysis; public finance; entrepreneurial capacities; local government; organizational resilience; science mapping.

JEL Classification : H70; L26; R58; O18

Paper type : Empirical research (bibliometric analysis)

1. Introduction

Pendant longtemps, la collectivité territoriale a été considérée comme une instance de gestion : elle administrait, elle dépensait, elle rendait des comptes. L'idée qu'elle puisse être, en elle-même, une actrice entrepreneuriale sur son territoire (qu'elle prenne des initiatives, qu'elle prenne des risques, qu'elle crée de la valeur publique) est récente, nouvelle posture qui a engendré plusieurs changements, parmi lesquels, le déplacement du regard des chercheurs. Trois courants ont accompagné ce déplacement sans jamais tout à fait converger : l'étude des finances publiques (celle de l'État et des collectivités territoriales), celle de la résilience des organisations face aux chocs, et celle de l'entrepreneuriat transposé à la sphère publique.

Chacun de ces courants est solidement constitué. En revanche, leur rencontre demeure une promesse plus qu'un acquis. Cette non-convergence n'est pas fortuite. Les trois champs relèvent de communautés savantes distinctes, pourvues de revues de référence et de vocabulaires propres, que peu de travaux franchissent. Économie publique, théorie des organisations et entrepreneuriat dialoguent rarement, et c'est précisément à leurs lisières que se loge la question posée ici.

La gouvernance des finances publiques s'ancre dans l'analyse institutionnelle des règles qui encadrent l'action économique (North, 1990) et, plus récemment, dans la thèse de l'État entrepreneurial qui reconnaît à la puissance publique un rôle actif de prise de risque (Mazzucato, 2013; Mazzucato & Semieniuk, 2017). La résilience organisationnelle constitue désormais un construit théorisé pour lui-même, doté de définitions concurrentes et d'un programme de mesure (Hillmann & Guenther, 2021). L'entrepreneuriat, enfin, a vu sa transposition à la sphère publique conceptualisée de longue date (Osborne & Gaebler, 1992), tandis que ses ressorts organisationnels se laissent rattacher à l'approche par les capacités dynamiques (Teece et al., 1997) et que son articulation à la résilience forme déjà une littérature constituée (Korber & McNaughton, 2018). Cette solidité respective rend d'autant plus notable l'absence de leur mise en relation.

Cette recherche prolonge un travail conceptuel antérieur qui a posé, sur des fondements théoriques, l'hypothèse d'un chaînon causal reliant gouvernance des finances publiques, résilience organisationnelle et capacités entrepreneuriales (Ezzine & Alaoui, 2026). Le présent article n'en reprend pas l'effort de définition et d'articulation, conduit ailleurs ; il en constitue le contrepoint empirique. Or une hypothèse théorique, aussi cohérente soit-elle, repose sur un présupposé qui demande à être éprouvé : la réalité même du déficit de recherche qu'elle invoque. C'est cette vérification qu'entreprend l'article, en cartographiant la production scientifique mondiale à l'intersection des trois champs : afin d'établir où elle s'est concentrée, et où elle a laissé des zones d'ombre.

L'enjeu n'est pas seulement descriptif. De la solidité de ce diagnostic dépend la légitimité d'une recherche qui se réclame d'un espace encore inexploré.

Trois questions guident ce travail. La première, principale, porte sur la structure du champ ; les deux suivantes la précisent. (Q1) Comment la production scientifique se structure-t-elle aux différents points de croisement de ces champs ? (Q2) La dimension financière publique est-elle réellement absente des littératures pourtant abondantes sur la résilience entrepreneuriale et sur l'entrepreneuriat des territoires ? (Q3) Et quel programme de recherche se dégage de la configuration ainsi révélée ?

Pour y répondre, l'étude mobilise l'analyse bibliométrique, méthode désormais consolidée pour objectiver la structure intellectuelle d'un domaine et en délimiter les frontières (Donthu et al., 2021; Zupic & Čater, 2015). Le choix n'est pas neutre. Là où la revue narrative sélectionne, et donc oriente, l'analyse de co-occurrence traite l'intégralité du vocabulaire d'un corpus : pour établir une absence, elle fournit une preuve que l'examen au cas par cas ne saurait produire.

De cette démarche découlent deux apports. Le premier, méthodologique, tient à l'usage de la co-occurrence pour établir une absence plutôt que pour décrire une présence, manière encore peu répandue d'asseoir un positionnement de recherche sur une preuve.

Sur le plan des connaissances, il objective, mesure à l'appui, la structure d'un champ jusqu'ici seulement postulée et localise les zones que la production mondiale a délaissées. De ce diagnostic, l'article tire enfin un agenda, en désignant les croisements qui restent à explorer.

L'article expose d'abord la méthodologie et le protocole de constitution du corpus. Il en présente ensuite les résultats, performance des corpus puis cartographie scientifique, avant de discuter le triple angle mort mis au jour et d'en tirer un agenda de recherche.

2. Cadrage conceptuel des trois construits

L'article ne propose pas de revue de littérature au sens classique, puisque la cartographie qui suit en tient lieu. Néanmoins, il importe de fixer le sens des trois construits dont il mesure la mise en relation, et de justifier leur choix au regard de notions voisines. Les définitions retenues restent opérationnelles, suffisantes pour délimiter les équations de recherche et pour interpréter les résultats.

2.1. La gouvernance des finances publiques

La gouvernance des finances publiques désigne l'ensemble des règles, institutions et pratiques qui président à la mobilisation, à l'allocation et au contrôle des ressources financières publiques, aux échelons central et territorial. Le construit déborde la simple gestion budgétaire, qu'il englobe, pour inclure la qualité des institutions qui orientent les comportements des acteurs (North, 1990). Cette lecture institutionnelle importe ici parce qu'elle relie la dépense publique non à un acte technique isolé, mais plutôt à un cadre de règles susceptible de favoriser ou d'entraver l'initiative économique. À ce premier ancrage s'ajoute la perspective de l'État entrepreneurial, qui attribue à la puissance publique une fonction de prise de risque et d'orientation de l'innovation, et non un simple rôle correcteur des défaillances de marché (Mazzucato, 2013). Le terme de gouvernance, préféré à celui de gestion, marque cette dimension institutionnelle et stratégique.

2.2. La résilience organisationnelle

La résilience organisationnelle renvoie à la capacité d'une organisation à absorber une perturbation, à s'y adapter et à se réorganiser en préservant ses fonctions essentielles. La synthèse de Hillmann et Guenther (2021) montre qu'il s'agit d'un construit pluriel, oscillant entre une acception défensive, centrée sur la résistance au choc, et une acception proactive, tournée vers la transformation et le rebond.

Cette pluralité est assumée. Le choix du terme résilience, de préférence à des notions concurrentes comme l'adaptabilité institutionnelle ou la robustesse organisationnelle, tient à sa capacité à articuler les deux moments, l'épreuve et le redéploiement, qui intéressent directement une collectivité confrontée à la contrainte financière. La résilience occupe ainsi, dans l'architecture retenue, la position d'un maillon intermédiaire entre la ressource financière et l'action entrepreneuriale.

2.3. Les capacités entrepreneuriales

Les capacités entrepreneuriales d'une collectivité désignent son aptitude à détecter des opportunités de développement, à mobiliser des ressources pour les saisir et à porter des initiatives créatrices de valeur sur son territoire. Le construit s'adosse à l'approche par les capacités dynamiques, qui définit l'aptitude d'une organisation à intégrer, construire et reconfigurer ses compétences pour répondre à un environnement changeant (Teece et al., 1997). Transposé à l'action publique locale, cet outillage conceptuel permet de penser l'entrepreneuriat

non comme l'apanage d'agents privés, mais comme une propriété organisationnelle de la collectivité elle-même, dont la littérature sur l'entrepreneuriat public a posé les jalons (Osborne & Gaebler, 1992). Les capacités entrepreneuriales forment ici le terme aval de la chaîne, celui que la gouvernance financière et la résilience sont censées soutenir.

2.4. Une chaîne causale à éprouver

Ces trois construits ne sont pas juxtaposés au hasard. Un travail conceptuel antérieur (EZZINE & ALAOUI, 2026) en a ordonné l'enchaînement, en postulant que la qualité de la gouvernance des finances publiques conditionne la résilience organisationnelle des collectivités, laquelle soutient à son tour leurs capacités entrepreneuriales. La théorie institutionnelle éclaire le premier maillon, en rattachant la performance des organisations à la qualité des règles qui les encadrent (North, 1990). La littérature sur la résilience fournit le terme médiateur (Hillmann & Guenther, 2021), et l'approche par les capacités dynamiques en précise l'aboutissement (Teece et al., 1997). La perspective de l'État entrepreneurial offre, quant à elle, le pont théorique le plus direct entre intervention financière publique et dynamique entrepreneuriale, en montrant que le financement public peut, sous certaines conditions institutionnelles, orienter et non seulement accompagner la création de valeur (Mazzucato, 2013; Mazzucato & Semieniuk, 2017). Cette articulation demeure toutefois une hypothèse. C'est sa réalité même, comme objet de recherche encore inexploré, que la cartographie présentée ci-après entreprend d'apprécier.

3. Méthodologie

3.1. L'analyse bibliométrique comme procédé de preuve

Afin d'éprouver le déficit de recherche annoncé, encore faut-il une méthode capable de le mesurer plutôt que de l'affirmer. L'analyse bibliométrique remplit cet office : elle applique des procédés quantitatifs à l'étude des productions savantes (Pritchard, 1969). Deux familles sont classiquement distinguées (Donthu et al., 2021). L'analyse de performance qui décrit un champ par ses volumes, sa croissance et son rayonnement (combien d'articles, publiés où, cités à quelle intensité). La cartographie scientifique, ou science mapping, qui en révèle l'architecture interne en analysant les relations entre ses constituants : mots-clés, auteurs, références. L'une pèse un champ ; l'autre en restitue le contenu.

Notre choix d'articuler ces deux approches n'a rien d'une commodité ; il tient à ce que la question, par sa nature, réclame. Car prétendre qu'une dimension manque à un champ sur la foi de quelques articles lus, c'est s'exposer aussitôt à une question gênante : et si l'on n'avait simplement pas regardé au bon endroit ?

La co-occurrence déjoue cette objection. Parce qu'elle traite la totalité des mots-clés d'un corpus, elle convertit un jugement « nous n'avons pas trouvé » en un constat vérifiable : ce qui n'émerge pas de la cartographie d'un champ traité exhaustivement en est, statistiquement, soit absent, soit marginal. C'est cette aptitude à objectiver un silence qui commande le recours à la méthode.

Cette démarche n'est pas neutre sur le plan épistémologique. Elle s'inscrit dans une perspective de réalisme critique, qui distingue le réel des structures et mécanismes générateurs de leurs manifestations observables. La production scientifique indexée y est tenue pour une trace empirique, partielle mais objective, de l'état d'un champ. En mesurer la structure par des procédés reproductibles relève d'une logique d'objectivation compatible avec ce positionnement, sans prétendre épuiser le réel qu'elle approche. L'absence relevée dans les cartographies n'est dès lors pas l'inexistence d'un objet, mais le constat qu'un mécanisme plausible n'a pas encore été problématisé par la communauté savante, ce qui en fait précisément un objet de recherche.

3.2. Sources de données et fenêtre d'observation

Cette méthode s'exerce sur deux bases, mobilisées conjointement : Scopus (Elsevier) et Web of Science (Clarivate). Leur combinaison, recommandée par la littérature méthodologique, corrige les biais de couverture propres à chacune, dont les périmètres d'indexation ne se recouvrent que partiellement. La contrepartie, un volume élevé de doublons, est absorbée par l'étape de dédoublonnage décrite ultérieurement.

L'ensemble des interrogations a été figé à une date unique, le 28 avril 2026. Le point mérite attention. Les bases bibliographiques étant continûment alimentées, toute analyse bibliométrique n'est qu'un instantané ; fixer et déclarer la date d'extraction est la condition de sa reproductibilité : un autre chercheur, repartant des mêmes équations à la même date, devant retrouver le même corpus.

3.3. Stratégie de recherche : cinq équations croisées

Plutôt qu'une équation unique, qui aurait noyé la précision sous le volume, nous avons décidé de procéder par croisements ciblés des construits, pris deux à deux. Cinq équations ont ainsi été construites, chacune interrogeant simultanément les champs titre, résumé et mots-clés (TITLE-ABS-KEY sous Scopus, TS sous Web of Science). Leur logique épouse l'architecture de la question de recherche : le croisement central, les deux maillons présumés de la médiation, l'ancrage contextuel, et le cadre le plus large.

Tableau 1. Les cinq équations de recherche croisées

Réf.	Croisement	Logique dans l'architecture	Chaîne de mots-clés · Scopus : TITLE-ABS-KEY (...) WoS : TS = (...)
R1	Finances publiques × Entrepreneuriat	Cœur du questionnement : croisement explicite des deux construits	("public financ*" OR "fiscal governance" OR "budgetary governance" OR "public financial management" OR "local fiscal" OR "municipal financ*" OR "subnational financ*" OR "fiscal decentrali*" OR "public expenditure*" OR "local public finance*" OR "intergovernmental transfer*" OR "fiscal autonomy") AND ("entrepreneur*" OR "local economic development" OR "public entrepreneurship" OR "innovation capacity" OR "territorial development" OR "entrepreneurial ecosystem" OR "business environment" OR "private sector development" OR "business creation" OR "startup*" OR "SME*" OR "small business*")
R2	Finances publiques × Résilience	Premier maillon présumé de la médiation (GFP → RO)	("public financ*" OR "fiscal governance" OR "budgetary governance" OR "public financial management" OR "municipal financ*" OR "subnational financ*" OR "public expenditure*" OR "fiscal autonomy") AND ("organizational resilience" OR "institutional resilience" OR "public sector resilience" OR "adaptive capacity" OR "fiscal resilience" OR "crisis management" OR "organizational adaptability")
R3	Résilience × Entrepreneuriat	Second maillon présumé (RO → CE)	("organizational resilience" OR "institutional resilience" OR "adaptive capacity" OR "public sector resilience" OR "crisis management" OR "organizational adaptability") AND ("entrepreneur*" OR "innovation capacity" OR "public entrepreneurship" OR "local economic development" OR "business creation" OR "SME*" OR "small business*")
R4	Finances publiques locales — Maroc	Ancrage contextuel : production relative au Maroc et à ses territoires	("Morocco" OR "Maroc" OR "Moroccan") AND ("local financ*" OR "collectivit*" OR "municipal*" OR "decentrali*" OR "regional*" OR "territorial") AND ("governance" OR "entrepreneur*" OR "development" OR "fiscal")
R5	Entrepreneuriat × Collectivités territoriales	Cadre le plus large : entrepreneuriat et CT, hors dimension financière	("local government*" OR "municipal*" OR "subnational government*" OR "local authorit*" OR "regional government*") AND ("entrepreneur*" OR "entrepreneurial ecosystem" OR "local economic development" OR "business creation" OR "startup*" OR "SME*" OR "small business*" OR "private sector development")

Source : élaboration des auteures.

Au cœur du dispositif, R1 croise explicitement la gouvernance des finances publiques et l'entrepreneuriat. Deux équations en encadrent les maillons présumés : R2, qui relie la gouvernance financière à la résilience ; R3, qui associe résilience et entrepreneuriat. Restent les deux requêtes de cadrage. R4 circonscrit la production relative au Maroc et à ses territoires ; R5, la plus vaste, embrasse le rapport entre entrepreneuriat et collectivités territoriales, toute considération financière mise à part.

Des filtres homogènes ont encadré chaque interrogation : restriction aux articles et aux revues de littérature, aux langues anglaise et française, et aux domaines de la gestion, de l'économie, des sciences sociales et de l'administration publique. Une exception a été ménagée pour la requête contextuelle (R4), maintenue sans filtre disciplinaire : la production sur le Maroc se disperse dans des supports transversaux : géographie, études du développement, sciences de l'environnement, qu'un filtre trop strict aurait indûment amputés.

Aucun critère de qualité supplémentaire, fondé sur le facteur d'impact, le rang ABS ou le quartile SCImago, n'a été appliqué. La restriction aux seules notices indexées dans Scopus et Web of Science constitue déjà un filtre de visibilité et de revue par les pairs, et lui adjoindre un seuil de prestige aurait risqué d'évincer les revues récentes ou périphériques où s'amorce souvent un champ émergent, au rebours de l'objet même de la cartographie.

3.4. Constitution du corpus : protocole d'inspiration PRISMA

Le protocole d'inspiration PRISMA (Page et al., 2021), adapté à l'analyse bibliométrique, a structuré la constitution du corpus en trois phases. L'identification a réuni les notices retournées par les cinq équations dans les deux bases : 5 739 documents bruts, 2 938 de Scopus et 2 801 de Web of Science. La sélection a fusionné les deux sources, corpus par corpus, avant un dédoublonnage automatisé sur l'identifiant numérique d'objet (DOI), puis sur le titre ; 1 262 doublons ont été écartés, soit 22,0 % du volume initial, proportion conforme au recouvrement attendu entre les deux bases.

L'inclusion, enfin, porte le corpus à 4 477 notices. Ce nombre, toutefois, n'est pas celui d'un ensemble unifié. Le dédoublonnage a opéré à l'intérieur de chaque requête, entre Scopus et Web of Science, sans retrancher les recouvrements entre requêtes, inévitables dès lors que les cinq équations partagent des termes voisins. Le choix est délibéré ; il tient au design comparatif de l'étude. Chaque corpus éclaire un maillon distinct, et c'est leur mise en regard qui porte l'argument : les fondre en un seul ensemble en dissoudrait la structure. Les 4 477 notices désignent donc l'effectif cumulé de cinq corpus traités séparément, après dédoublonnage intra-corpus, et non un agrégat dédoublonné de bout en bout. La ventilation par équation révèle d'emblée des ordres de grandeur fort dissemblables : du plus restreint (62 documents pour R2) au plus vaste (2 616 pour R5), l'écart est d'un facteur supérieur à quarante. Cette dispersion n'est pas un simple fait technique de constitution ; elle constitue, on le verra, un premier résultat.

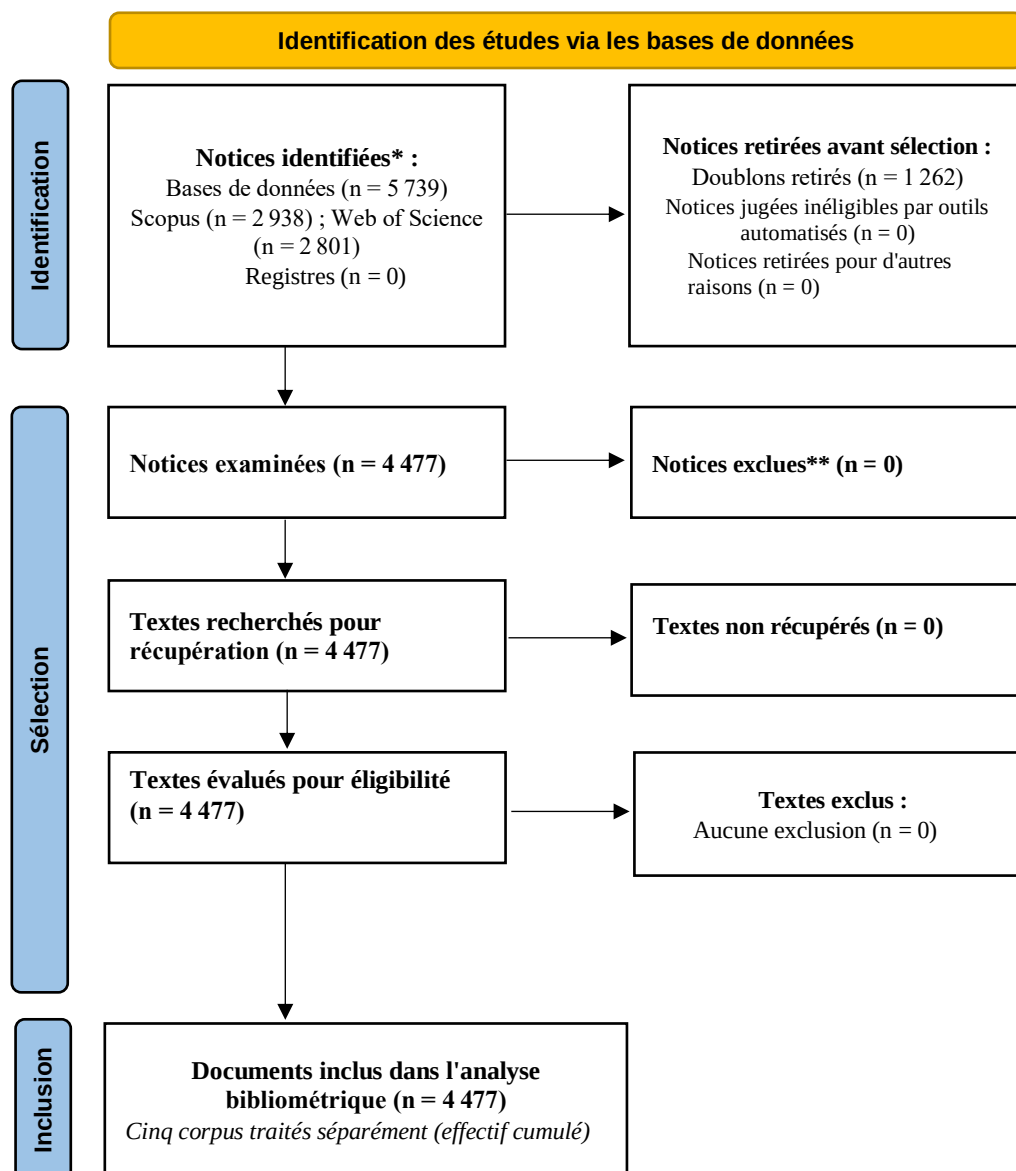
Tableau 1. Ventilation par requête.

Requête	Scopus (bruts)	Web of Science (bruts)	Doublons	Corpus retenu
R1 <i>Gouvernance financière × entrepreneuriat</i>	311	240	163	388
R2 <i>Gouvernance financière × résilience</i>	46	31	15	62
R3 <i>Résilience × entrepreneuriat</i>	733	498	279	952
R4 <i>Maroc et territoires</i>	363	172	76	459
R5 <i>Entrepreneuriat × collectivités</i>	1 485	1 860	729	2 616
Total	2 938	2 801	1 262	4 477

Source : élaboration des auteures.

Figure 1. Diagramme de flux PRISMA de constitution du corpus

Cinq requêtes croisées — Scopus & Web of Science — Extraction du 28 avril 2026



* Notices identifiées séparément dans Scopus et Web of Science, via cinq équations croisées (R1 à R5).

** Dédoublonnage automatisé sur le DOI puis sur le titre (Bibliometrix 5.4.0 / Biblioshiny). Extraction du 28 avril 2026.

Source : élaboration des auteures, à partir du modèle PRISMA 2020 (Page et al., 2021).

3.5. Outils et indicateurs

Le traitement a été réalisé sous R, au moyen du package *bibliometrix* (Aria & Cuccurullo, 2017) et de son interface Biblioshiny. La fusion des sources et l'élimination des doublons ont reposé sur la fonction dédiée du package, qui en garantit la traçabilité. Trois registres d'analyse ont ensuite été déployés. Les indicateurs de performance (volume, taux de croissance annuel, dispersion des sources, intensité de citation, taux de co-publication internationale) situent le poids et la maturité de chaque corpus. Les réseaux de co-occurrence de mots-clés (Van Eck & Waltman, 2010) donnent à voir les associations conceptuelles qui structurent chaque champ. La cartographie thématique stratégique, enfin, distribue les thèmes selon leur centralité et leur degré de développement, moteurs, basiques, émergents ou de niche (Cobo et al., 2011).

3.6. Limites de la stratégie de recherche

La validité d'une cartographie par mots-clés dépend des termes retenus dans les équations, et

tout choix lexical comporte un risque de couverture. Le terme organizational resilience, central dans les équations R2 et R3, illustre cette sensibilité. Des notions voisines comme institutional adaptability ou organizational robustness, employées dans certaines communautés, ont pu rester hors champ et conduire à sous-estimer le volume réel de la littérature sur la résilience. Le même effet vaut, à degré moindre, pour les termes financiers et entrepreneuriaux, dont les variantes disciplinaires ne sont jamais intégralement épuisées. Les équations ont été élargies par tronçatures et synonymes pour atténuer ce biais, sans pouvoir l'annuler. Les volumes rapportés se lisent donc comme des ordres de grandeur robustes plutôt que comme des dénombrements exhaustifs, ce qui ne remet pas en cause le constat central, l'absence quasi totale du vocabulaire financier public demeurant trop marquée pour relever d'un simple artefact lexical.

Le parti pris de ne pas dédoublonner entre les cinq corpus appelle une précision. Comme les équations partagent des termes, un même document peut appartenir à plusieurs corpus, en particulier lorsque deux d'entre eux mobilisent un construit commun. Ce recouvrement ne fausse pas l'argument comparatif. S'il jouait, il gonflerait les effectifs des grands corpus davantage que ceux des petits, de sorte que la rareté persistante de R1 et de R2, malgré les termes qu'ils partagent avec des ensembles bien plus vastes, n'en ressort que renforcée. Le calcul le confirme. En intersectant les cinq corpus sur le DOI, complété par un appariement sur les titres pour les notices dépourvues d'identifiant, 83 documents seulement se retrouvent dans deux corpus, soit moins de 2 % de l'effectif cumulé, sans aucun document commun à trois corpus ou plus. Le chevauchement oppose surtout le corpus entrepreneuriat et collectivités aux deux ensembles qui partagent avec lui le terme entrepreneuriat, tandis que les corpus gouvernance financière et résilience et Maroc n'ont aucun document en commun avec les autres.

4. Résultats et discussion

4.1. Cinq corpus aux profils contrastés

Avant d'examiner ce que disent les champs, il faut mesurer ce qu'ils pèsent. Les indicateurs de performance, rassemblés ci-dessous, révèlent cinq physionomies distinctes.

Tableau 2. Indicateurs de performance comparés des cinq corpus

Indicateur	R1 GFP × Entr.	R2 GFP × Rés.	R3 Rés. × Entr.	R4 Maroc	R5 Entr. × CT
Période couverte	1988–2026	2009–2026	1984–2026	1987–2026	1906–2026
Documents	388	62	952	459	2 616
Sources (revues)	289	49	461	310	958
Taux de croissance annuel	9,36 %	11,12 %	12,18 %	9,02 %	4,05 %
Citations moyennes par document	13,60	12,56	23,47	9,74	17,22
Co-publication internationale	16,24 %	9,68 %	19,43 %	12,64 %	13,65 %
Co-auteurs par document	2,50	2,19	2,92	3,03	2,41
Auteurs	904	129	2 432	1 183	5 128
Finances publiques	Cœur	Cœur	Absentes	Absentes	< 4 %
Résilience organisationnelle	Absente	Cœur	Cœur	Absente	Absente

Indicateurs issus des tableaux de synthèse de Biblioshiny ; l'année 2026, partielle, couvre les quatre premiers mois.

Source : élaboration des auteures d'après bibliometrix / Biblioshiny (extraction du 28 avril 2026).

La maturité, d'abord, varie considérablement. Le champ associant entrepreneuriat et collectivités (R5) plonge ses racines jusqu'en 1906 ; son taux de croissance annuel, le plus faible de tous (4,05 %), trahit un domaine arrivé à pleine maturité, où l'accroissement se fait désormais à la marge d'un stock déjà considérable. À l'opposé, le croisement de la gouvernance financière et de la résilience (R2) n'émerge qu'à partir de 2009 et affiche l'une des dynamiques les plus

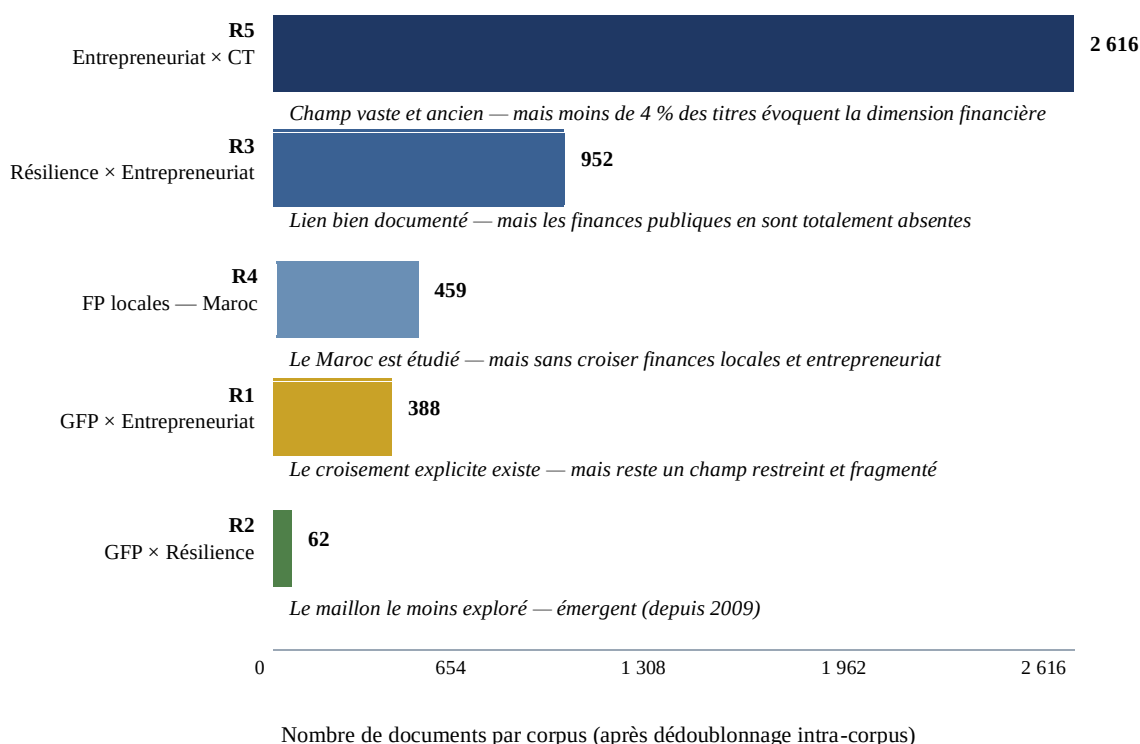
vives (11,12 %) : un champ jeune, en pleine expansion, dont l'apparition postérieure à la crise financière de 2008 n'est sans doute pas fortuite.

Le rayonnement, ensuite, est inégalement réparti. Le corpus Résilience × Entrepreneuriat (R3) domine nettement, avec 23,47 citations par document (près du double de R1) et le taux d'internationalisation le plus élevé (19,43 %). C'est un champ non seulement abondant, mais influent et globalisé.

À l'autre extrémité se trouve la recherche marocaine (R4), dont les 9,74 citations par document constituent le plus faible score de l'ensemble. Le contraste est éclairant : la production sur le Maroc existe (459 articles ne sont pas rien), mais elle peine à se diffuser au-delà de son périmètre, signe d'un rayonnement international encore limité.

Mais c'est le volume comparé des corpus qui livre l'enseignement le plus frappant. Disposés du plus large au plus étroit, les cinq ensembles dessinent un entonnoir : 2 616 articles pour le cadre général, 952 pour la résilience entrepreneuriale, 459 pour le terrain marocain, 388 pour le croisement explicite finances-entrepreneuriat, et seulement 62 pour le maillon reliant gouvernance financière et résilience. Plus l'on approche du cœur précis du questionnement, plus la production se raréfie. La forme même de cette décroissance esquisse déjà la thèse de l'article.

Figure 2. Le gap de recherche en entonnoir : comparaison des cinq corpus bibliométriques



Source : élaboration des auteures.

En conclusion : un espace théorique inexploré. Aucune recherche ne relie la gouvernance des finances publiques, la résilience organisationnelle et les capacités entrepreneuriales des collectivités territoriales a fortiori dans le contexte marocain.

4.2. Cartographie scientifique des cinq corpus

Le comptage ne dit pas tout. Un champ peut être vaste et pourtant ignorer une dimension entière de son objet. C'est pourquoi l'analyse s'oriente maintenant vers le contenu conceptuel des corpus, tel que le révèlent leurs réseaux de mots-clés et leurs cartes thématiques.

4.2.1. Le croisement central : gouvernance financière et entrepreneuriat (R1)

La production scientifique sur le croisement entre gouvernance des finances publiques et

entrepreneuriat connaît une croissance soutenue (taux de croissance annuel de 9,36 %) en réunissant 388 documents. Après une phase d'émergence marginale (1988-2004), le champ décolle à partir de 2015 pour atteindre un pic de 43 publications en 2025. Les 30 publications recensées sur les quatre premiers mois de 2026 confirment la vitalité actuelle de ce domaine de recherche. Un constat qui désigne un objet de recherche en voie de constitution plutôt qu'un domaine stabilisé.

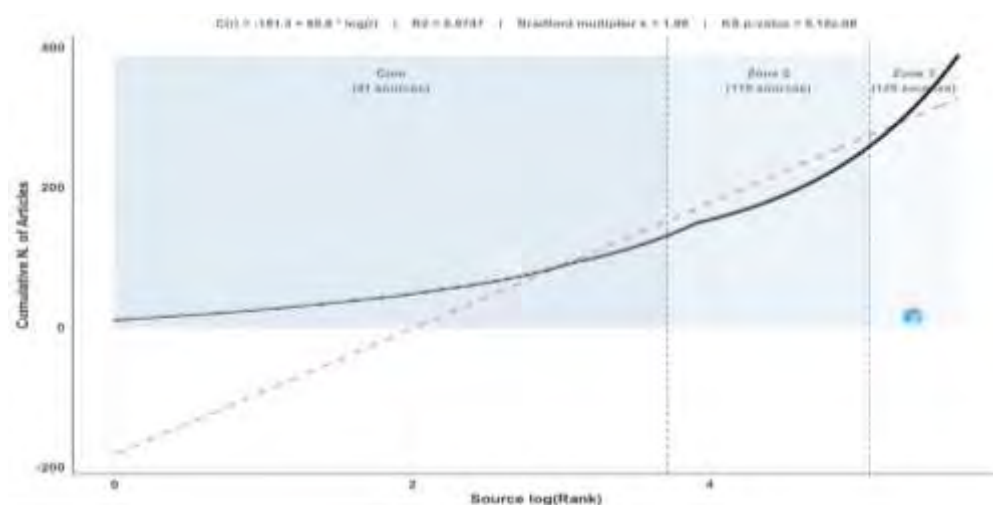
Figure 3. Production scientifique annuelle du corpus R1 (1988-2026).



Source : réalisée par les auteures à partir des données Scopus et Web of Science, traitées sous bibliometrix / Biblioshiny (extraction du 28 avril 2026).

La loi de Bradford appliquée à ce corpus confirme l'éclatement. Le noyau compte 41 revues, et l'ajustement ($R^2 = 0,87$; multiplicateur $k \approx 1,99$; test de Kolmogorov-Smirnov hautement significatif) traduit une dispersion élevée : la recherche se disperse dans une multitude de supports sans qu'aucun ne s'impose comme lieu de référence. Aucune revue ne concentre plus de 2,6 % des articles. En tête figurent des titres aussi hétérogènes que Small Business Economics et Sustainability, à égalité, suivis d'Economic Development Quarterly et de Lex Localis — Journal of Local Self-Government : deux familles éditoriales, l'une tournée vers l'entrepreneuriat et l'économie, l'autre vers la gouvernance territoriale, qui coexistent sans se confondre. Aucune revue marocaine ou africaine n'apparaît.

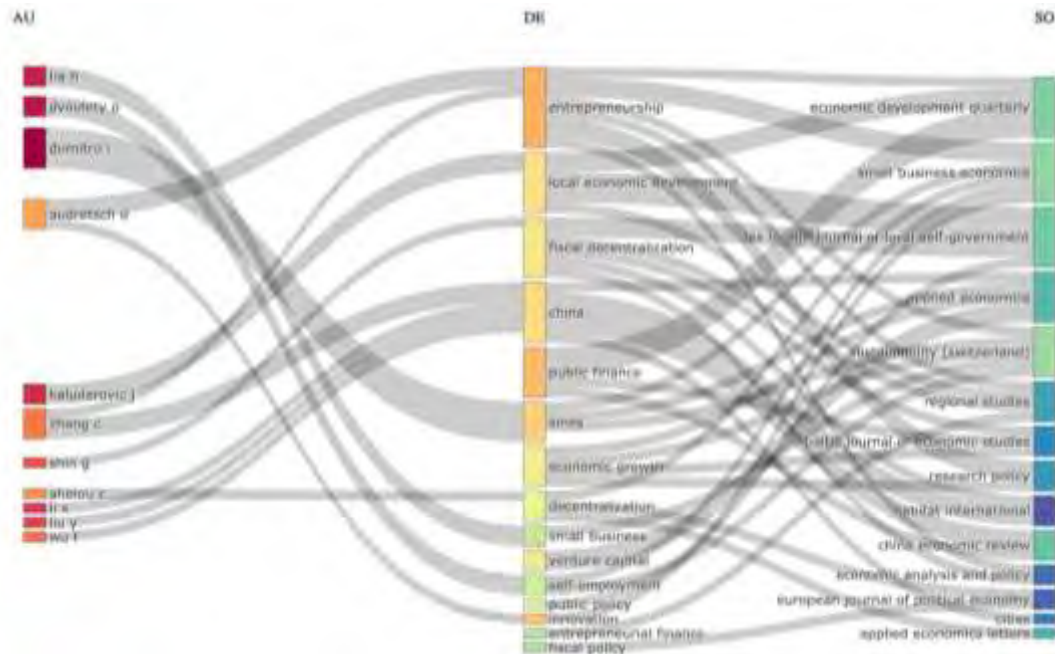
Figure 4. Distribution des revues du corpus R1 selon la loi de Bradford.



Source : figure générée par Biblioshiny (package bibliometrix, R) à partir des données Scopus et Web of Science (corpus R1, extraction du 28 avril 2026).

Le diagramme à trois champs (auteurs – mots-clés – revues) révèle une structure bipolaire du corpus : un pôle centré sur la décentralisation fiscale et les finances publiques, et un pôle centré sur l'entrepreneuriat et les PME, portés par des communautés d'auteurs et des revues largement distinctes. Cette séparation confirme le cloisonnement disciplinaire entre gouvernance financière et entrepreneuriat. Les deux moitiés du champ se tournent le dos.

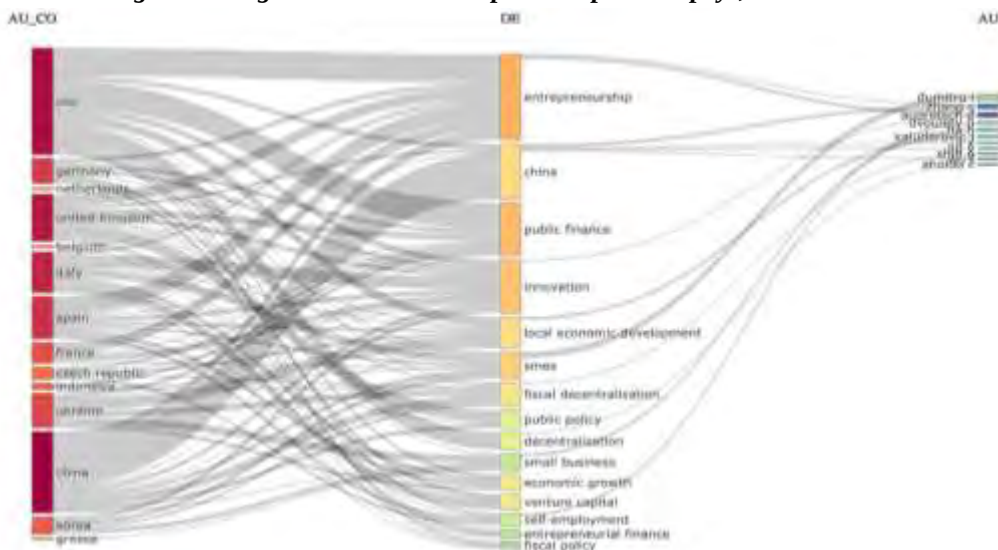
Figure 5. Diagramme à trois champs du corpus R1 : auteurs, mots-clés et revues.



Source : figure générée par Biblioshiny (package bibliometrix, R) à partir des données Scopus et Web of Science (corpus R1, extraction du 28 avril 2026).

La même analyse, déclinée sur les pays, ajoute une dimension géographique au constat. La production se concentre aux États-Unis, en Chine, au Royaume-Uni, en Italie, en Espagne et en Allemagne. Le Maroc, et plus largement l'Afrique, en est absent. Le croisement des finances publiques et de l'entrepreneuriat n'est donc pas seulement fragmenté sur le plan disciplinaire ; il est aussi géographiquement situé dans les économies du Nord, ce qui laisse entier l'enjeu de sa transposition aux contextes du Sud.

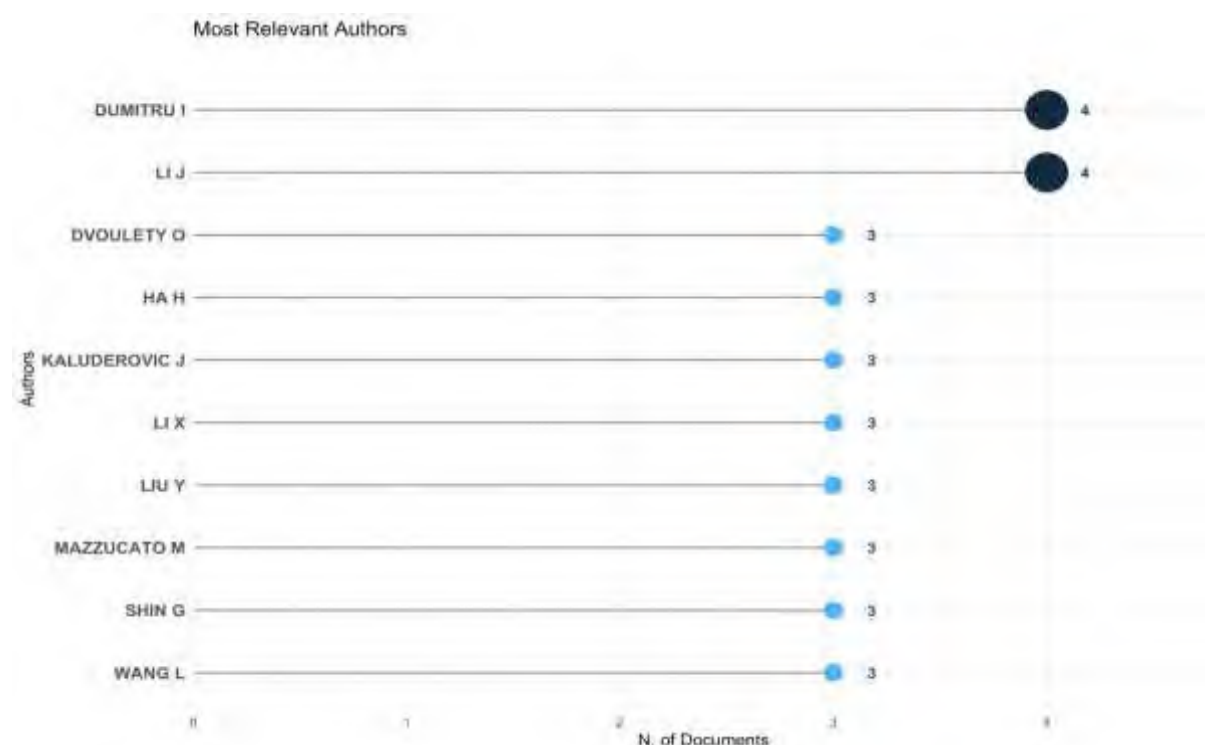
Figure 6. Diagramme à trois champs du corpus R1 : pays, mots-clés et auteurs.



Source : figure générée par Biblioshiny (package bibliometrix, R) à partir des données Scopus et Web of Science (corpus R1, extraction du 28 avril 2026).

La production scientifique se caractérise par une forte atomocité. Les auteurs les plus productifs ne signent que quatre articles chacun, et l'essentiel du corpus est porté par des contributeurs isolés. On notera la présence, parmi les signatures récurrentes, de Mazzucato, dont les travaux sur l'État entrepreneurial offrent l'un des rares ponts théoriques entre l'action publique et la prise de risque productive.

Figure 7. Auteurs les plus pertinents du corpus R1.



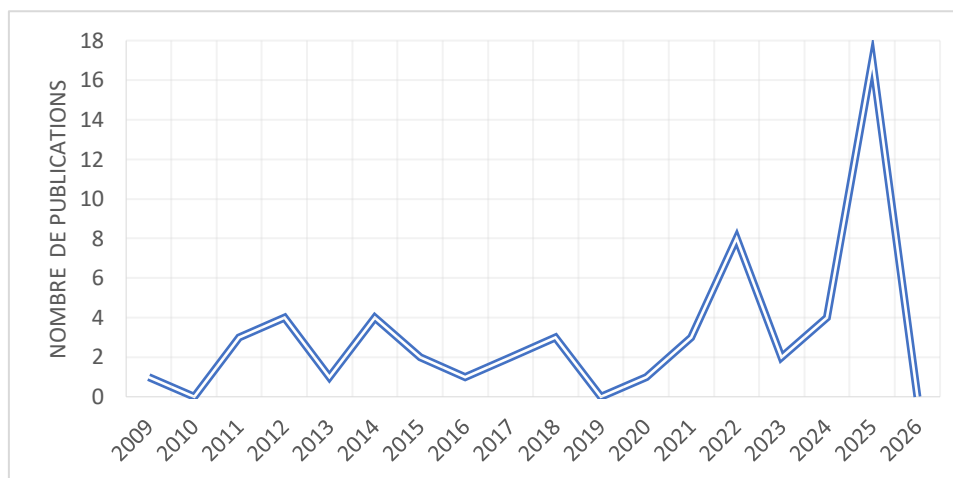
Source : figure générée par Biblioshiny (package bibliometrix, R) à partir des données Scopus et Web of Science (corpus R1, extraction du 28 avril 2026).

L'analyse des documents (figure 8) les plus cités révèle les fondations intellectuelles du champ. L'article de Wu (2018) avec 434 citations domine largement, suivi de travaux structurants sur l'entrepreneuriat et les institutions qui le soutiennent. La présence de Mazzucato et Semieniuk (2017), dans le prolongement de la thèse de l'État entrepreneurial, atteste l'existence d'un cadre conceptuel reliant intervention financière publique et dynamique entrepreneuriale, sans toutefois que celui-ci n'ait été appliqué aux collectivités territoriales dans une perspective de résilience organisationnelle.

Les cartes conceptuelles prolongent ce constat (figure 9). Le réseau de co-occurrence dégage quatre regroupements : développement local et décentralisation ; entrepreneuriat, innovation et finance ; croissance et PME ; emploi et éducation. La carte thématique, elle, situe l'innovation, la performance et l'investissement parmi les thèmes moteurs, place la gouvernance et la finance dans une niche isolée, et range la décentralisation fiscale et la croissance parmi les thèmes basiques. La position de niche occupée par la gouvernance et la finance est ici significative, car elle désigne un thème certes présent mais périphérique et faiblement relié au reste du champ. Loin d'infirmer l'angle mort, elle le confirme sous une forme atténuée, le financement public affleurant sans jamais structurer le croisement avec l'entrepreneuriat. Un terme, pourtant, n'atteint le seuil de représentation d'aucune de ces cartes : celui de résilience. Le maillon que postule notre cadre reste donc absent du champ même où finances et entrepreneuriat se croisent.

4.2.2. Le maillon le moins exploré : gouvernance financière et résilience (R2)

Figure 11. Production scientifique annuelle du corpus R2 (2009-2026).



Source : réalisée par les auteures à partir des données Scopus et Web of Science, traitées sous bibliometrix / Biblioshiny (extraction du 28 avril 2026).

Soixante-deux articles. C'est, à lui seul, le résultat le plus parlant du corpus R2. Le croisement de la gouvernance des finances publiques et de la résilience organisationnelle forme l'ensemble le plus restreint de toute l'analyse (voir Tableau 2).

Sa fenêtre temporelle, qui ne s'ouvre qu'en 2009, et son taux de croissance soutenu (11,12 %) en font un champ doublement remarquable : à la fois le plus récent et parmi les plus dynamiques. L'émergence post-2008 suggère que c'est la crise financière mondiale qui a fait surgir la question de la résilience dans le domaine des finances publiques, comme si l'épreuve avait été nécessaire pour que la discipline se la pose. Champ naissant, donc, mais champ en expansion et, par sa rareté même, espace ouvert. Sur un corpus aussi réduit, les cartes conceptuelles perdraient en robustesse ; c'est le volume lui-même qui porte ici l'argument.

4.2.3. Un champ riche mais sans finances : résilience et entrepreneuriat (R3)

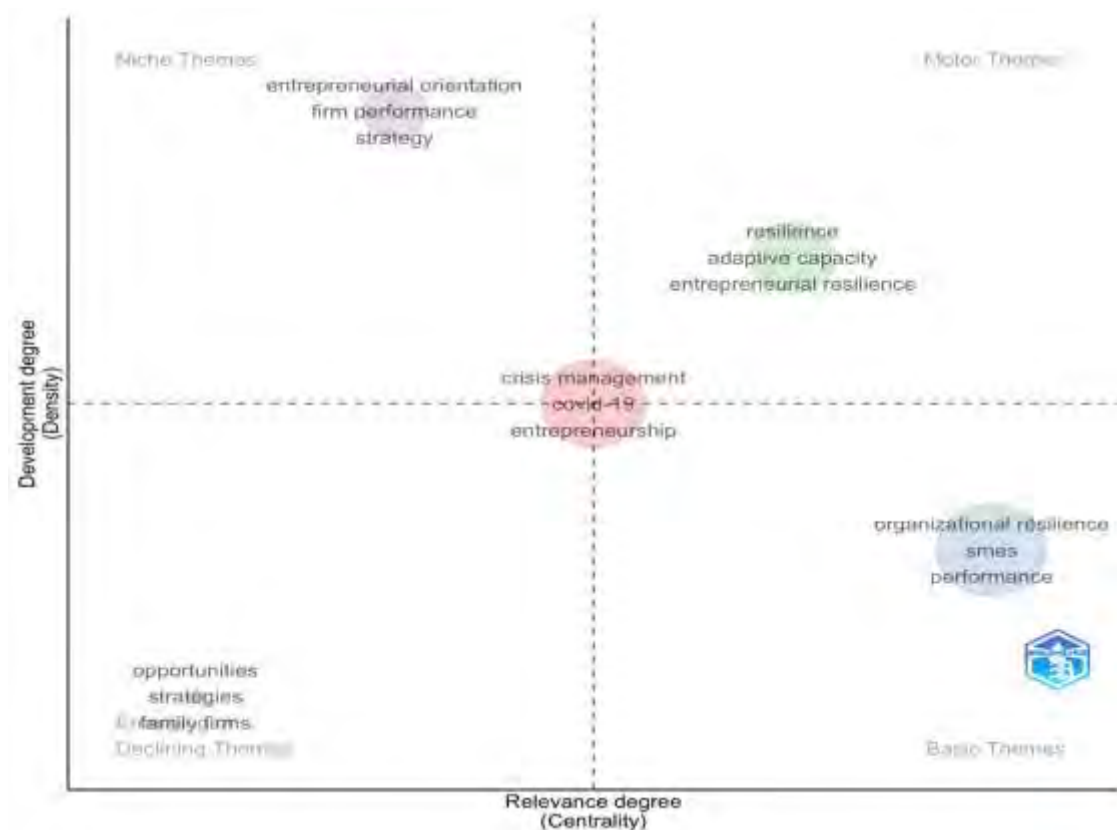
Le corpus R3 est le plus dense et le plus influent de l'analyse : 952 articles, plus de 2 700 mots-clés, et une intensité de citation sans équivalent. Si le second maillon de notre médiation : le lien entre résilience et entrepreneuriat est solidement établi quelque part, c'est ici.

Son réseau de co-occurrence se scinde en deux pôles nettement séparés. Le premier gravite autour de la résilience face aux crises : covid-19, gestion de crise, PME, capacité d'adaptation. Le second organise la résilience organisationnelle stratégique : performance, capacités dynamiques, innovation, chaîne d'approvisionnement. Deux manières d'aborder la résilience cohabitent donc l'une réactive, tournée vers le choc, l'autre proactive, tournée vers la performance, mais l'une comme l'autre se déploient dans un univers d'où les finances publiques sont radicalement absentes.

Le classement des mots-clés les plus fréquents transforme cette impression visuelle en preuve chiffrée. En tête viennent la gestion de crise (266 occurrences), la résilience organisationnelle (242), la covid-19 (207), la résilience (184), les PME (165). Aucun terme relatif aux finances publiques n'apparaît dans ce palmarès, ni nulle part en deçà : les rares mots-clés financiers du corpus relèvent de la finance d'entreprise et ne sont mentionnés qu'une seule fois chacun. Le champ qui relie le plus densément résilience et entrepreneuriat ignore donc purement et simplement le levier financier public.

constituent les points d'ancrage les plus cités et, partant, les lectures prioritaires pour qui voudrait raccorder ce champ à celui des finances publiques.

Figure 14. Carte thématique du corpus R3.



Source : figure générée par Biblioshiny (package bibliometrix, R) à partir des données Scopus et Web of Science (corpus R3, extraction du 28 avril 2026).

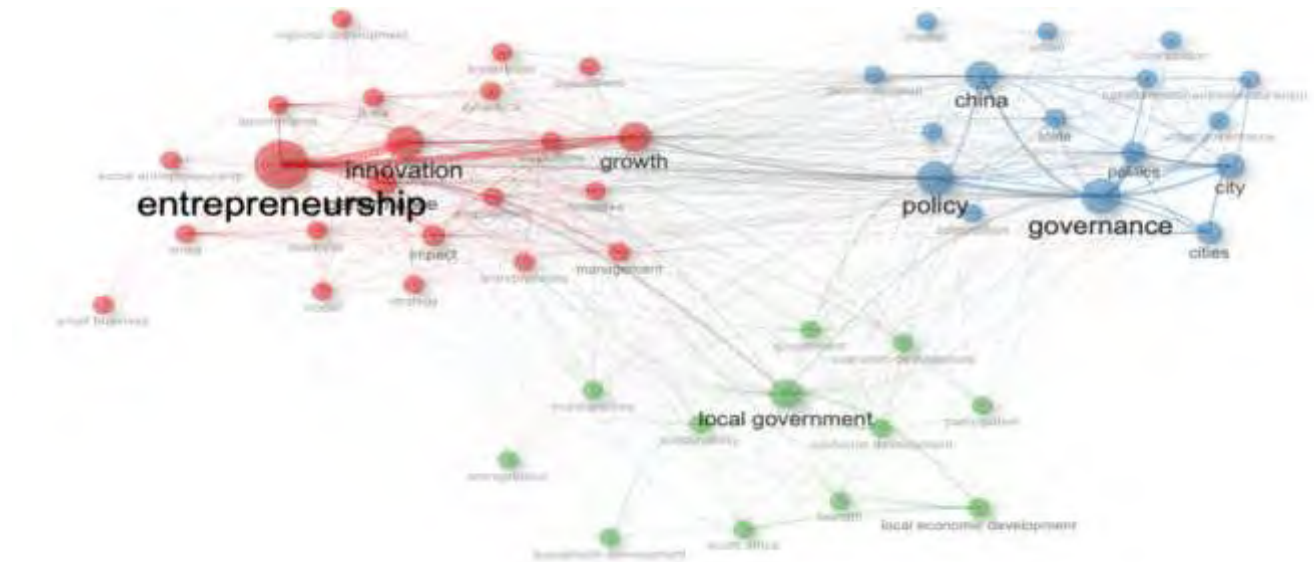
Figure 15. Documents les plus cités du corpus R3 (citations globales).



Source : figure générée par Biblioshiny (package bibliometrix, R) à partir des données Scopus et Web of Science (corpus R3, extraction du 28 avril 2026).

cette marginalité : moins de 4 % des titres de l'ensemble du corpus contiennent un terme financier. Le seul vocable proche, « décentralisation », s'inscrit dans une perspective de gouvernance politique, non budgétaire.

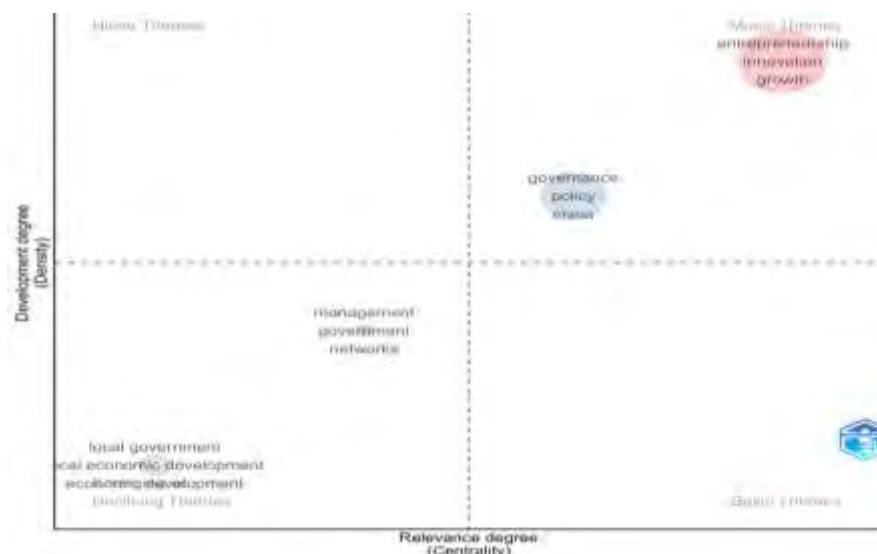
Figure 17. Réseau de co-occurrence des mots-clés du corpus R5.



Source : figure générée par Biblioshiny (package bibliometrix, R) à partir des données Scopus et Web of Science (corpus R5, extraction du 28 avril 2026).

La carte thématique confirme que l'entrepreneuriat, l'innovation et la croissance constituent les moteurs du champ, tandis que le développement économique local glisse vers une position émergente ou déclinante. Cette position intermédiaire, ni motrice ni fondamentale, signale un thème en voie de marginalisation plutôt que de consolidation. Ni les finances publiques, ni la résilience n'y trouvent place. Le constat, établi sur le plus large corpus disponible, prend dès lors une portée définitive : le levier financier public est un angle mort de la recherche sur le rôle entrepreneurial des collectivités, et ce alors même que ce levier est, dans la pratique, la condition première de toute initiative territoriale.

Figure 18. Carte thématique du corpus R5.



Source : figure générée par Biblioshiny (package bibliometrix, R) à partir des données Scopus et Web of Science (corpus R5, extraction du 28 avril 2026).

4.3. Synthèse : un triple angle mort

La convergence des analyses fait apparaître un déficit de recherche à trois facettes, qu'il convient de nommer distinctement.

Un angle mort thématique, d'abord. La dimension des finances publiques est absente des deux grands champs voisins, à savoir la résilience entrepreneuriale (R3) et l'entrepreneuriat territorial (R5), pourtant les plus abondants et les plus cités. Là où l'on aurait pu attendre que la question du financement affleure, le vocabulaire l'ignore.

Un angle mort relatif au médiateur, ensuite. Le terme « résilience » est lui-même introuvable dans les cartographies du croisement finances-entrepreneuriat (R1), cependant que la gouvernance financière est absente de la cartographie de la résilience (R3). Les deux champs censés se rejoindre par le truchement de la résilience organisationnelle s'ignorent réciproquement.

Un angle mort contextuel, enfin. La recherche marocaine, bien réelle, ne relie pas finances locales et entrepreneuriat. Le croisement explicite des trois dimensions : gouvernance financière, résilience, entrepreneuriat, constitue logiquement le corpus le plus restreint de l'analyse, ces soixante-deux articles qui marquent, tout à la fois, l'état embryonnaire du champ et l'espace qu'il laisse ouvert.

4.4. Discussion

4.4.1. La portée d'un déficit objectif

Le principal apport de cette cartographie est d'avoir substitué une preuve mesurée à une intuition. Soutenir que la gouvernance des finances publiques, la résilience et l'entrepreneuriat territorial n'ont pas été pensés ensemble ne relève plus, désormais, de l'argument d'autorité ou de la lecture sélective : le constat s'appuie sur l'examen de 4 477 documents et sur la place (ou l'absence) qu'y occupent les termes décisifs.

Cette objectivation possède une valeur qui dépasse le seul résultat. Elle confère au positionnement de toute recherche ultérieure sur ce sujet une assise empirique que la revue narrative, par construction, ne peut offrir. Dans une perspective de réalisme critique, où l'enjeu est de remonter aux mécanismes générateurs plutôt que de se contenter de corrélations de surface, disposer d'une cartographie objective du déjà-pensé est une étape préalable : on ne peut prétendre identifier un mécanisme inexploré sans avoir d'abord établi, rigoureusement, qu'il l'est. Ce résultat rejoint ce qu'observent d'autres travaux de science mapping consacrés à des champs interdisciplinaires en construction, où la convergence entre littératures voisines tarde à se matérialiser et se laisse précisément repérer par l'analyse des co-occurrences (Muñoz-Leiva et al., 2012). L'absence ici relevée n'est donc pas une anomalie isolée, mais une configuration documentaire connue des domaines émergents, ce qui en renforce l'interprétation.

L'entonnoir des volumes appelle toutefois une lecture nuancée. La rareté du croisement complet ne signifie pas l'inexistence des champs qui le composent : chacun, pris isolément, est solidement constitué, parfois centenaire. Ce n'est donc pas dans un territoire vierge que se loge la contribution possible, mais à la jonction de domaines matures qui ne communiquent pas. La difficulté et l'intérêt d'une telle recherche tient précisément là : non dans le défrichement d'un sujet neuf, mais dans la mise en relation de littératures constituées qui se sont développées en parallèle.

4.4.2. Le cas marocain, révélateur du gap contextuel

Le corpus marocain offre l'illustration la plus nette de l'angle mort contextuel. La recherche sur le Maroc n'est pas en défaut de quantité ; elle l'est de connexion. Les travaux sur la gouvernance et la décentralisation territoriales y voisinent ceux sur le développement et les ressources, sans que l'entrepreneuriat local ni le pilotage financier des collectivités ne viennent les relier.

La faiblesse du rayonnement international de cette production accentue l'enjeu. Non seulement le croisement fait défaut, mais la recherche existante peine à franchir les frontières du contexte national, comme en témoigne son intensité de citation, la plus basse des cinq corpus. Il y a là un double déficit : de problématisation et de diffusion.

Le cadre institutionnel marocain confère pourtant à cette question une acuité particulière. Depuis la révision constitutionnelle de 2011, la régionalisation avancée a refondé l'architecture territoriale du Royaume. Les lois organiques de 2015 en précisent les contours, qu'il s'agisse des régions (Loi organique n° 111-14 relative aux régions, 2015) ou des communes (Loi organique n° 113-14 relative aux communes, 2015), en reconnaissant aux collectivités des compétences propres en matière de développement économique. Leur régime financier relève quant à lui de la loi n° 45-08 (Loi n° 45-08 relative à l'organisation des finances des collectivités locales et de leurs groupements, 2009), qui impose l'équilibre du budget local et encadre l'affectation de ses excédents. Les conditions formelles d'un rôle entrepreneurial des territoires sont donc réunies de longue date.

Cette configuration éclaire l'intérêt d'un ancrage marocain pour une recherche située à l'intersection des trois champs. Le pays conjugue un cadre institutionnel profondément réformé au cours des dernières années, une production scientifique territoriale réelle mais cloisonnée, et une articulation à construire entre finances locales et dynamiques entrepreneuriales. Le gap général que révèle la cartographie y prend une forme contextuelle concrète, observable, et investissable.

Le cas marocain ne constitue pas, à cet égard, une singularité. Plusieurs pays du Maghreb et d'Afrique subsaharienne ont engagé des réformes comparables de décentralisation et de régionalisation, conférant aux échelons locaux des responsabilités financières accrues sans que la recherche n'ait toujours suivi le rythme de ces transformations institutionnelles (Union africaine, 2014). La configuration observée pour le Maroc, une production territoriale réelle mais déconnectée du pilotage financier et de l'entrepreneuriat, pourrait dès lors valoir, sous réserve de vérification, pour d'autres contextes du Sud engagés dans des trajectoires similaires. L'agenda esquissé ici gagnerait à être éprouvé de manière comparée, ce qui en étendrait la portée au-delà du seul terrain marocain.

4.4.3. Un agenda de recherche

La configuration mise au jour dessine, en creux, un programme. Si les finances publiques manquent aux champs de la résilience et de l'entrepreneuriat territorial, et si la recherche marocaine ne les raccorde pas aux dynamiques entrepreneuriales, alors l'enjeu se laisse formuler simplement : construire l'articulation absente, puis l'éprouver.

Cette articulation a déjà un nom, posé par un travail conceptuel antérieur (Ezzine & Alaoui, 2026) dont la présente cartographie forme le versant empirique. Ce qu'elle y ajoute n'est pas mince, à savoir la preuve que cette chaîne n'a jamais été traitée par la littérature mondiale, et donc qu'il reste là une contribution réelle à construire.

Restent les directions. La plus immédiate touche au maillon médiateur : opérationnaliser la résilience organisationnelle, puis éprouver son rôle au plus près de terrains territoriaux précis, par des dispositifs qualitatifs ou mixtes. Vient ensuite une difficulté plus technique : mesurer les capacités entrepreneuriales d'une collectivité, objet encore mal outillé, faute d'instruments stabilisés. Et au-delà du seul Maroc, l'extension à d'autres contextes nationaux dirait si le cadre tient hors de son terrain d'origine, ou s'il n'en épouse que les particularités. À chacune de ces directions répondent des dispositifs méthodologiques distincts. L'opérationnalisation de la résilience et l'examen de son rôle médiateur appellent des études de cas longitudinales et, sur échantillon suffisant, une modélisation par équations structurelles. La mesure des capacités entrepreneuriales d'une collectivité suppose la construction et la qualification d'un instrument dédié, par analyse factorielle. La comparaison inter-contextes, enfin, se prête à l'analyse

qualitative comparée configurationnelle, qui met au jour les combinaisons de conditions associées à l'activation de la chaîne.

Ces pistes ont un trait commun. Aucune ne consiste à explorer un champ inédit ; toutes invitent à connecter des littératures dont l'analyse a montré qu'elles s'étaient développées dans l'ignorance mutuelle. C'est dans cette mise en relation, et non dans une hypothétique découverte d'un objet neuf, que réside la valeur cumulative de l'agenda proposé.

5. Conclusion

Cet article a proposé une cartographie bibliométrique du champ situé à l'intersection de la gouvernance des finances publiques, de la résilience organisationnelle et des capacités entrepreneuriales des collectivités territoriales. Conduite selon le protocole d'inspiration PRISMA sur un corpus de 4 477 documents issus de Scopus et de Web of Science, et combinant indicateurs de performance et cartographie scientifique, l'analyse a permis d'objectiver un déficit de recherche à trois facettes, à savoir au niveau thématique, médiateur et contextuel.

La contribution de l'étude est double. Sur le plan des connaissances, elle établit, mesures à l'appui, que la dimension financière publique demeure un angle mort des recherches sur la résilience entrepreneuriale comme sur l'entrepreneuriat territorial, et que la recherche marocaine ne relie pas ces dimensions. Sur le plan méthodologique, elle illustre l'apport de l'analyse de co-occurrence comme procédé de démonstration d'une absence, plus robuste que la revue narrative pour fonder un positionnement.

Au plan théorique, ce diagnostic confirme l'intérêt d'un cadre encore inédit. La cartographie donne une assise empirique à la chaîne reliant gouvernance des finances publiques, résilience organisationnelle et capacités entrepreneuriales, articulée à partir de la théorie institutionnelle, des travaux sur la résilience, de l'approche par les capacités dynamiques et de la perspective de l'État entrepreneurial. En établissant que cette articulation n'a jamais été traitée par la littérature mondiale, l'étude la constitue en objet de recherche à part entière et en justifie l'exploration.

L'étude comporte des limites qu'il convient d'assumer. Elle repose sur deux bases de données qui, malgré leur ampleur, n'épuisent pas la production scientifique, en particulier francophone et non indexée, ce qui affecte vraisemblablement la représentation du corpus marocain. L'exclusion d'autres bases, dictée par leur incompatibilité technique avec l'outil de traitement, en est le corollaire. Enfin, le champ des références citées n'étant pas disponible à l'export pour deux corpus, l'analyse des fondements intellectuels par co-citation n'a pu être généralisée. À ces limites s'en ajoutent trois autres. La validité d'une analyse par mots-clés dépend des termes des équations, et des notions voisines de la résilience ou de la finance publique ont pu échapper à la requête, ce qui invite à lire les volumes rapportés comme des ordres de grandeur. La littérature grise, les thèses et les rapports institutionnels marocains, peu présents dans les bases internationales, demeurent par ailleurs sous-représentés. La cartographie offre enfin un instantané arrêté à la date d'extraction, que l'évolution rapide d'un champ émergent appelle à actualiser.

Au-delà du constat, cette configuration intéresse aussi ceux qui orientent la recherche. Pour les financeurs de programmes scientifiques comme pour les décideurs territoriaux soucieux d'adosser leurs réformes à des données probantes, elle désigne un chantier à instruire en priorité, là où la connaissance fait aujourd'hui défaut.

Les implications pratiques se laissent préciser dans le contexte marocain. L'approfondissement de la régionalisation avancée confiée aux collectivités des marges financières dont l'usage entrepreneurial demeure incertain, comme en témoigne l'accumulation d'excédents budgétaires peu mobilisés. Le déficit de recherche mis au jour y rejoint un déficit d'outillage des acteurs. Documenter le lien entre qualité de la gouvernance financière locale, capacité de rebond des organisations territoriales et initiative économique fournirait aux décideurs des repères pour convertir une ressource budgétaire disponible en levier de développement.

Les perspectives de recherche prolongent cet agenda. Éprouver la chaîne suppose d'en opérationnaliser le maillon médiateur, la résilience organisationnelle, de doter les capacités entrepreneuriales territoriales d'un instrument de mesure, puis d'étendre l'examen au-delà du seul cas marocain. Les approches méthodologiques propres à chacune de ces directions ont été précisées précédemment.

Le résultat central, lui, demeure. À la jonction des trois champs étudiés s'ouvre un espace que la production scientifique mondiale n'a pas encore investi, et que la recherche, désormais, peut investir en connaissance de cause.

Références

- (1). Aria, M., & Cuccurullo, C. (2017). bibliometrix : An R-tool for comprehensive science mapping analysis. *Journal of Informetrics*, 11(4), 959-975. <https://doi.org/10.1016/j.joi.2017.08.007>
- (2). Cobo, M. J., López-Herrera, A. G., Herrera-Viedma, E., & Herrera, F. (2011). An approach for detecting, quantifying, and visualizing the evolution of a research field : A practical application to the Fuzzy Sets Theory field. *Journal of Informetrics*, 5(1), 146-166. <https://doi.org/10.1016/j.joi.2010.10.002>
- (3). Donthu, N., Kumar, S., Mukherjee, D., Pandey, N., & Lim, W. M. (2021). How to conduct a bibliometric analysis : An overview and guidelines. *Journal of Business Research*, 133, 285-296. <https://doi.org/10.1016/j.jbusres.2021.04.070>
- (4). Hillmann, J., & Guenther, E. (2021). Organizational Resilience : A Valuable Construct for Management Research? *International Journal of Management Reviews*, 23(1), 7-44. <https://doi.org/10.1111/ijmr.12239>
- (5). Korber, S., & McNaughton, R. B. (2018). Resilience and entrepreneurship : A systematic literature review. *International Journal of Entrepreneurial Behavior & Research*, 24(7), 1129-1154. <https://doi.org/10.1108/IJEBR-10-2016-0356>
- (6). Loi n° 45-08 relative à l'organisation des finances des collectivités locales et de leurs groupements (2009).
- (7). Loi organique n° 111-14 relative aux régions (2015).
- (8). Loi organique n° 113-14 relative aux communes (2015).
- (9). Mazzucato, M. (2013). *The Entrepreneurial State : Debunking Public vs. Private Sector Myths*. Anthem Press.
- (10). Mazzucato, M., & Semieniuk, G. (2017). Public financing of innovation : New questions. *Oxford Review of Economic Policy*, 33(1), 24-48. <https://doi.org/10.1093/oxrep/grw036>
- (11). Muñoz-Leiva, F., Viedma-del-Jesús, M. I., Sánchez-Fernández, J., & López-Herrera, A. G. (2012). An application of co-word analysis and bibliometric maps for detecting the most highlighting themes in the consumer behaviour research from a longitudinal perspective. *Quality & Quantity*, 46(4), 1077-1095. <https://doi.org/10.1007/s11135-011-9565-3>
- (12). North, D. C. (1990). *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*. Cambridge University Press.
- (13). Osborne, D., & Gaebler, T. (1992). *Reinventing Government : How the Entrepreneurial Spirit Is Transforming the Public Sector*. Addison-Wesley.
- (14). Page, M. J., McKenzie, J. E., Bossuyt, P. M., Boutron, I., Hoffmann, T. C., Mulrow, C. D., & Moher, D. (2021). The PRISMA 2020 statement : An updated guideline for reporting systematic reviews. *BMJ*, 372, n71. <https://doi.org/10.1136/bmj.n71>
- (15). Pritchard, A. (1969). Statistical bibliography or bibliometrics? *Journal of Documentation*, 25(4), 348-349.

- (16). Teece, D. J., Pisano, G., & Shuen, A. (1997). Dynamic capabilities and strategic management. *Strategic Management Journal*, 18(7), 509-533.
- (17). Union africaine. (2014). *Charte africaine sur les valeurs et principes de la décentralisation, de la gouvernance locale et du développement local*. <https://au.int/en/treaties/african-charter-values-and-principles-decentralisation-local-governance-and-local>
- (18). Van Eck, N. J., & Waltman, L. (2010). Software survey : VOSviewer, a computer program for bibliometric mapping. *Scientometrics*, 84(2), 523-538. <https://doi.org/10.1007/s11192-009-0146-3>
- (19). Wu, F. (2018). Planning centrality, market instruments : Governing Chinese urban transformation under state entrepreneurialism. *Urban Studies*, 55(7), 1383-1399. <https://doi.org/10.1177/0042098017721828>
- (20). Zupic, I., & Cater, T. (2015). Bibliometric methods in management and organization. *Organizational Research Methods*, 18(3), 429-472. <https://doi.org/10.1177/1094428114562629>